



Editorial

par Pierre MAUROY

Pour un sursaut du projet européen

L'Union européenne ne va pas bien. Je pense même qu'elle vit l'un des moments les plus graves de son histoire. Tout au long de ma vie politique, la construction européenne a été au cœur de mes préoccupations et de mon action. Dès le début, conscients que l'avenir de la France était indissociable de sa réussite, les socialistes y ont pris toute leur part. Or, aujourd'hui, la crise financière et économique mondiale l'a frappée de plein fouet, mettant en lumière ses faiblesses et ses insuffisances, notamment sur le plan de sa cohésion et de la solidarité entre ses Etats membres. La crise grecque, d'abord, puis le poids des déficits publics qui pèsent sur l'Espagne, le Portugal, l'Italie et peut-être même la France, qui appartiennent à la zone euro mais aussi sur la Hongrie et la Grande-Bretagne notamment qui n'y appartiennent pas, conduisent les gouvernements à mettre en oeuvre des politiques d'austérité aux lourdes conséquences sociales et qui, de plus, risquent de mettre à mal la croissance.

En outre, la relation franco-allemande elle-même, fondatrice de l'Union, connaît des temps mouvementés, liés aux différences entre les économies française et allemande mais aussi aux relations difficiles entre les dirigeants des deux pays. J'ai le sentiment que l'idée même de projet européen habite de moins en moins les Etats qui sont censés lui donner vie et que les égoïsmes nationaux l'emportent trop souvent sur l'intérêt communautaire.

De son côté, la social-démocratie européenne traverse, elle aussi, une passe diffi-

cile, si j'en juge par ses échecs électoraux répétés, récemment encore aux Pays-Bas.

Il y a là, à mes yeux, un paradoxe de l'Histoire difficilement explicable. En effet, au moment où la crise conforte les analyses qu'elle fait depuis longtemps de l'impasse où conduit le capitalisme incontrôlé, les Européens se détournent d'elle. Aujourd'hui la droite domine largement l'Union européenne, apportant des réponses aux problèmes économiques et sociaux qui visent à démanteler l'Etat providence, comme l'explique la déclaration adoptée par le Parti socialiste européen (PSE) mi-juin.

Dans ce texte, les socialistes européens préconisent une sortie de crise progressiste fondée sur la mise en place d'un mécanisme européen assurant la stabilité financière des Etats membres de la zone euro, la relance de l'économie et du marché de l'emploi associés à un pacte européen pour le progrès social et le renforcement de la coordination des politiques budgétaires. Ces propositions vont dans le bon sens, surtout si elles sont associées à l'émergence d'un gouvernement économique européen, dont la nécessité s'impose chaque jour davantage pour renforcer la cohésion de l'Union et affirmer sa puissance dans le monde.

En d'autres termes, c'est à un véritable sursaut du projet européen qu'appellent aujourd'hui les socialistes et je les approuve.

SOMMAIRE

- 2** AFRIQUE : Guinée, Niger, Centrafrique : Les partis membres de l'Internationale Socialiste (IS) dans les processus électoraux
- 3** BELGIQUE : Un pays entre deux avenir
- 4** PAYS-BAS : Un gouvernement "à la danoise" ?
- 5 à 7** DOSSIER :
UNION EUROPEENNE : Comment sortir de la crise ?
- 8 à 10** ACTIVITÉS DE LA FONDATION
- 11** HISTOIRE ET MEMOIRE :
- UN GRAND COLLOQUE : « L'Union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche, 1963-1978 »
- 12** - UN LIVRE : Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expériences, 1914-1918
- Il y a soixante-dix ans

AFRIQUE : Guinée, Niger, Centrafrique

Les partis membres de l'Internationale Socialiste (IS) dans les processus électoraux

L'échéance la plus immédiate est le premier tour de l'élection présidentielle de **Guinée Conakry** qui s'est déroulé le 27 juin 2010. Opposant historique à toutes les junte militaires, ayant connu l'exil et la prison de décembre 1998 à mai 2001, Alpha Condé, le candidat du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), est l'un des deux postulants les mieux placés pour l'emporter dans cette première élection libre depuis l'indépendance.

Guinée : relancer l'économie en déshérence

Longtemps ministre et Premier ministre du général Lansana Conté, son rival le plus sérieux, Cellou Dalein Diallo, s'est refait une virginité démocratique en étant sévèrement blessé lors des tueries conduites par l'armée au stade de Conakry, le 28 septembre dernier. A la suite d'une tentative d'assassinat, le 3 décembre 2009, par son propre aide de camp, la mise à l'écart du putschiste populiste, le capitaine Moussa Dadis Camara au pouvoir depuis le 23 décembre 2008, a permis au général Sékouba Konaté de prendre les rênes du pays le 15 janvier dernier, sur la base de l'accord de Ouagadougou, pour conduire une brève transition de quatre mois. Dès le départ, le président par intérim a clairement affiché son intention de ne pas s'installer au pouvoir et il a su conduire une diplomatie sous-régionale efficace, tout en se montrant vigilant vis-à-vis de ses pairs de l'armée, souvent proches ou au service de Dadis Camara, encore tentés par une aventure militaire au sommet de l'Etat.

Depuis le 18 mai, une Force spéciale de sécurisation du processus électoral (Fossepel), forte de 8 000 policiers et 8 000 gendarmes, veille au grain, mais les bailleurs de fonds sont restés prudents dans le financement du scrutin. Le nouveau chef d'Etat de Guinée devra savoir cantonner l'armée dans ses seules fonctions de défense et de sécurité et relancer l'économie en déshérence d'un pays aux très riches potentialités.

Au **Niger**, c'est également un militaire à la tête du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSR), le commandant Salou Djibo, promu général de corps d'armée depuis son coup d'Etat victorieux du 18 février 2010, qui conduit une transition pour l'heure pacifique qui devrait aboutir à l'investiture du prochain chef d'Etat élu le 1er mars 2011.

Niger : une très grave crise alimentaire

C'est un des animateurs les plus en vue de la société civile, Marou Amadou, qui préside le Conseil consultatif mis en place le 7 avril. La magistrate Fatoumata Bazeye qui avait mené bataille à la tête de la Cour suprême – qui fut dissoute – contre le coup de force institutionnel du président déchu Mamadou Tandja, est désormais à la tête du Conseil constitutionnel de transition. Le Conseil consultatif doit faire des propositions au gouvernement qui les transmet au CSR qui prend la décision finale sur le chronogramme de la transition, le code électoral et les textes fondamentaux de la future VII^e République. Le référendum sur la nouvelle Constitution aura lieu le 24 octobre, le premier tour de la présidentielle couplé aux législatives, le 26 décembre, le deuxième tour couplé aux municipales, le 26 janvier 2011, le nouveau Parlement étant installé le 14 février et le nouveau président investi le 1^{er} mars. Le nouveau code électoral a été promulgué le 27 mai par la junte qui a ramené le mandat présidentiel à quatre ans, renouvelable une fois, l'âge des candidats qui devront être diplômés bac+3 devant se situer entre 40 et 70 ans. Les parlementaires devront être titulaires du brevet, un quota de 25 % échappant à cette



► Martin Ziguélé



Alpha Condé ►

obligation. Le 4 juin, la junte a adopté un texte dépenalisant les délits de presse comme le recommandaient les Etats généraux de la presse réunis au début du mois d'avril.

Dans ce contexte d'ouverture, Mahamadou Issoufou, candidat du parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS Tarayya), déjà présent au second tour en 1999 et 2004 face à Mamadou Tandja, devrait être le favori du premier tour, vu les divisions irréductibles au sein du Mouvement pour la société du développement (MNSD Nassara)

Côte d'Ivoire - Sur le sentier de la paix*

par Guy Labertit

En regroupant sous le titre **Côte d'Ivoire - Sur le sentier de la paix** des notes rédigées entre juin 2007 et février 2010 sur l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire, Guy Labertit, dans son dernier ouvrage, a voulu mettre à jour et essayer de faire comprendre les difficultés traversées par ce pays et son peuple, afin d'aller au bout du sentier initié... En 2010, les Ivoiriens auront à choisir entre ceux qui incarnent la période houphouétienne et le président sortant Laurent Gbagbo, qui a voulu tracer le chemin de la démocratie avec tous les compromis et les imperfections.

* AUTRESTEMPS Editions, juin 2010, 10 euros

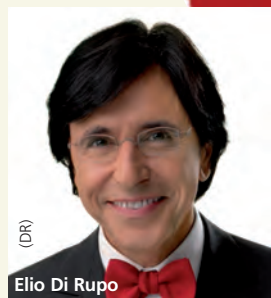




BELGIQUE

Un pays entre deux avenir

Les élections législatives anticipées du 13 juin 2010 ont consacré l'écrasante victoire du parti séparatiste flamand N-Va (Nouvelle alliance flamande), dirigé par Bart de Wever, obtenant 27 sièges (+ 19 par rapport à 2007, où il était alors apparenté aux sociaux-chrétiens du CD-ev du Premier ministre sortant Yves Leterme). De son côté, le Parti socialiste francophone l'emporte largement en Wallonie avec 26 sièges et talonne les libéraux à Bruxelles. Une situation complexe dont devrait hériter son leader, Elio Di Rupo, qui pourrait devenir Premier ministre fédéral.



(DR)

Elio Di Rupo

qui ont entraîné son éclatement. Le jeu des alliances au second tour a toujours été favorable lors des précédents scrutins présidentiels au candidat arrivé en tête au premier tour quels qu'aient été les accords passés auparavant. Mahamadou Issoufou en avait été victime en 2004. Cette transition plutôt positive ne fait pas oublier qu'une large partie des populations du pays souffre une très grave crise alimentaire.

En République centrafricaine, le général putschiste François Bozizé, après s'être imposé par la force le 15 mars 2003, l'avait emporté à l'élection présidentielle en 2005 face à Martin Ziguélé, ancien Premier ministre, écarté lors du coup d'Etat de 2003, et qui ne figurait même pas sur les listes électorales bien que candidat à la magistrature suprême...

République centrafricaine : des élections fin octobre 2010

Cela n'avait pas empêché la communauté internationale de se féliciter du processus. Cinq ans plus tard, le pays ne dispose toujours pas de liste électorale crédible et la situation dans le nord du pays est encore aussi dramatique, les rébellions larvées empêchant toute campagne démocratique. Prévues le 25 avril, l'élection présidentielle, annoncée pour le 16 mai par un décret présidentiel du 30 mars, a finalement été reportée sine die le 29 avril dernier sur proposition du président de la Commission électorale indépendante (CEI). Figure de proue de l'opposition civile, Martin Ziguélé, président du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) et le Collectif des forces du changement regroupant l'ensemble des opposants, se sont engagés, dans cette situation, à reconnaître la légitimité du Président au-delà de l'échéance constitutionnelle de son mandat, le 11 juin, s'il mettait en place un gouvernement de mission chargé de préparer les élections.

Le chef de l'Etat a préféré faire voter une loi anticonstitutionnelle pour se maintenir dans ses fonctions. Devant le corps diplomatique, le 29 mai, le président Bozizé a reconnu la nécessité d'achever le désarmement dans les zones rebelles avant d'entreprendre les opérations de recensement, le président de la CEI procédant, pour sa part, à des consultations avec l'ensemble des parties centrafricaines pour examiner la viabilité d'un chronogramme prévoyant les élections à la fin octobre 2010 au plus tôt.

Guy LABERTIT

Ces élections sont très importantes dans la mesure où elles ont permis une clarification politique nécessaire au déblocage institutionnel (quatre gouvernements en trois ans butant sur le problème communautaire). La Flandre confirme son orientation à droite, la Wallonie consolide la gauche, avec le redressement spectaculaire du PS qui devance de dix points le mouvement réformateur. Les grands perdants sont les libéraux et notamment les libéraux flamands qui ont ouvert la crise. Il convient de noter la fluidité persistante du vote flamand qui, après avoir favorisé les libéraux puis redonné le premier rôle aux sociaux-chrétiens et promu l'extrême droite séparatiste du Vlaams Belang, se regroupe désormais autour du vote N-Va. Le parti socialiste flamand, le SP.a, se redresse partiellement (14,5%, la gauche flamande ne dépassant pas la barre des 20%). Bien que le vote soit obligatoire en Belgique, la baisse de 5% du taux de participation reflète bien le « ras-le-bol » de la population à l'égard de la classe politique dans son ensemble.

Un possible compromis ?

Les votes flamand et wallon sont sans équivoque. L'un exige la mise en place d'une confédération, l'autre entend essentiellement défendre les acquis sociaux (la Belgique est le dernier pays à connaître encore l'échelle mobile des salaires et des prix). Face à des attentes aussi opposées, on aurait pu craindre un choc frontal entre deux partis si différents. Or, curieusement, c'est cela qui peut favoriser une entente. Même si Bart de Wever souhaite la partition de la Belgique, celle-ci apparaît cependant délicate. En effet, elle pose la question de la dette publique, du statut de Bruxelles et de la scission de la sécurité sociale. Or, la population vieillit plus vite en Flandre, par ailleurs frappée par la crise financière et économique mondiale, par exemple dans l'automobile.

En fait, l'objectif majeur que poursuit le président de la Nouvelle alliance flamande est institutionnel. Il souhaite aboutir à un système confédéral, ce qui passe par la résolution du litige autour de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, dossier sur lequel les Flamands ne manquent pas d'arguments. En effet, les francophones de la périphérie bruxelloise sont une « chasse gardée » des deux grands partis francophones de centre-droit. Les problèmes institutionnels dominent la vie politique belge depuis désormais plus de quarante ans... Toutefois, un compromis semble possible entre socialistes francophones, dont le leader, Elio Di Rupo pourrait devenir Premier ministre fédéral et Bart de Wever, nommé informateur par le roi afin de construire une majorité parlementaire permettant à Elio Di Rupo de former le gouvernement (une majorité des deux tiers est nécessaire à toute réforme institutionnelle et les libéraux ont fait savoir qu'ils entendaient être de la partie). Cette fois, les socialistes flamands qui, contrairement à leurs homologues francophones, ne participaient pas au dernier gouvernement, devraient y revenir.

Les négociations pour former le prochain gouvernement s'annoncent cependant, comme souvent, longues et ardues. Mais le temps presse car la présidence belge de l'Union européenne sera assurée par Yves Leterme qui règle les affaires courantes du pays. Il faut toutefois se garder d'une approche trop simplificatrice qui ne permet pas de prendre en compte la réalité de la complexité belge.

Marc Osouf

PAYS-BAS

Un gouvernement “à la danoise” ?

Les élections du 9 juin 2010 ont profondément modifié le paysage politique aux Pays-Bas.

Les résultats sont parlants : les chrétiens-démocrates (CDA) subissent un sévère recul (-50%), le Parti pour la Liberté (PVV) anti-musulman enregistre un score élevé et inattendu (15%). Les libéraux du VVD (20,5%) et les sociaux-démocrates du PvdA (19,6%) sont au coude-à-coude, au profit du VVD (un siège de plus). Il n’y a plus, désormais, de partis de masse aux Pays-Bas. La formation du prochain gouvernement s’annonce très difficile.

Traditionnellement, les Pays-Bas sont dirigés par des gouvernements de coalition dont la formation demande généralement trois à quatre mois. C’est avec un certain étonnement, voire un certain respect, que les responsables politiques néerlandais ont constaté que le nouveau gouvernement britannique avait été formé en moins d’une semaine. Le leader du parti libéral VVD, Mark Rutte, qui sera probablement le prochain Premier ministre, en a même fait un thème de campagne électorale, promettant de constituer le gouvernement avant le 1^{er} juillet 2010. Cela ne sera sans doute cependant pas le cas.

Une combinaison gagnante

La campagne a été dominée par les problèmes économiques et financiers, alors que d’habitude, les scrutins le sont plutôt par les questions culturelles et religieuses, comme l’immigration et le rôle de l’islam. Mais, dans les mois qui ont précédé les élections, le Bureau du plan central (CPB) a établi que le budget devait être réduit d’environ trente milliards d’euros. Ce chiffre a été accepté par tous les partis politiques qui l’ont intégré dans leurs programmes selon des modalités et des calendriers différents (de quatre à huit ans). Les partis politiques de droite veulent y parvenir rapidement et proposent des coupes dans l’Etat-providence (surtout dans les allocations chômage), une privatisation de pans entiers du système de soins et une réduction de l’aide au développement. Les partis de gauche sont plus prudents et veulent prendre plus de temps. Opposés aux coupes dans l’Etat-providence, ils souhaitent réduire les dépenses militaires et surtout le système de réduction d’impôt sur les intérêts d’emprunts immobiliers, qui favorise les plus riches propriétaires.

Le parti anti-islam PVV a adopté un programme très ferme contre le crime. Il a aussi proposé l’arrêt de l’immigration en provenance des pays musulmans, la fin de l’aide au développement, la réduction drastique des subventions dans le domaine culturel et la baisse de la contribution à l’Union européenne. Pour autant, la nature de son programme socio-économique est plutôt de gauche. Ainsi, il s’oppose au passage de l’âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans (disposition soutenue par la quasi-totalité des organisations politiques, y compris le PvdA), il propose d’investir massivement dans la prise en charge des personnes âgées et de la dépendance et se prononce contre la réduction des allocations chômage. Ce mélange entre des positions de gauche et de droite s’est révélé être une combinaison gagnante.

« L’option danoise »

Les sociaux-démocrates du PvdA ont perdu trois sièges. Plutôt un soulagement pour ce parti dont les sondages, juste avant la chute du gouvernement le 20 février 2010 sur son refus d’accepter une nouvelle mission militaire néerlandaise dans la province afghane du Oruzgan, lui pronostiquaient régulièrement une perte de quinze sièges. Mais une déception également, car de grands espoirs étaient placés dans son nouveau leader, Job Cohen. Cet ancien maire d’Amsterdam s’est, en effet, imposé de façon surprenante contre Wouter Bos, l’ex-leader, le 12 mars dernier. Après l’annonce de sa candidature à la tête du parti social-démocrate, le PvdA a monté dans les sondages. Sa réputation, à la Barack Obama, d’être capable de ramener la « décence » dans la société néerlandaise, de rapprocher les différents groupes sociaux et de s’opposer à la droite radicale a fait de lui le candidat favori au poste de Premier ministre. Le PvdA a pourtant échoué à capi-



taliser cet atout et dix jours de campagne calamiteux (mauvais calculs dans les plans financiers et piètres performances médiatiques) l’ont empêché de gagner les élections.

La question reste posée de la coalition qui va pouvoir gouverner les Pays-Bas. La première tentative – un gouvernement formé des chrétiens-démocrates du CDA, des libéraux du VVD et de l’anti-islam PVV – a échoué, le CDA ayant refusé de venir à la table des négociations. Une deuxième tentative est en cours, à partir d’une alliance entre le PvdA, le VVD, les Verts et les sociaux-libéraux du D66. Mais, en raison des différences programmatiques très importantes entre ces partis, il y a peu de chance qu’elle aboutisse. La troisième option serait une coalition entre le CDA, le PvdA et le VVD, bien que cela mette les sociaux-démocrates dans la position inacceptable pour eux de cautionner des réformes de politique sociale drastiques. Le processus pourrait durer des mois et se solder par un gouvernement minoritaire avec le CDA et le VVD, soutenu par le PVV. Cette option “danoise” pourrait finalement prévaloir. La question serait alors de savoir ce que le PVV pourrait demander en retour.



Arjen Berkvens, directeur de la fondation Alfred Mozer

Comment sortir de la crise ?

Un sommet européen en deçà des enjeux

Le Conseil européen du 17 juin 2010 avait pour objectif de gérer l'urgence. Les Etats membres traversant une période d'incertitudes, toute la question était de savoir si le sommet européen allait dépasser les divergences observées autour de la problématique de la gouvernance économique de l'Union européenne et de la nécessité, ou non, de se doter en la matière de nouvelles institutions.

Le débat le plus difficile est en effet celui du renforcement de la gouvernance économique. Le 17 juin dernier, les dirigeants européens ont dit qu'ils comptaient améliorer la discipline budgétaire de l'Union, en s'appuyant sur le Pacte de stabilité et de croissance, avec des incitations mais aussi des sanctions précoces et graduelles pour ceux qui y contreviendraient, mais également agir pour une surveillance macro-économique plus globale.

Une taxe sur les banques

La Commission européenne avait de plus proposé de pouvoir disposer d'un droit de regard sur la confection des budgets nationaux, à partir de 2011. Très mal reçue par les Etats membres, cette suggestion a été édulcorée par les dirigeants européens lors du Conseil. L'idée reste en discussion dans le groupe de travail spécial mis en place par le président du Conseil européen Herman Van Rompuy.

La décision a également été prise, à la demande de la présidence espagnole de l'Union, de rendre publics, au plus tard fin juillet, les résultats des tests de résistance (*stress tests*) auxquels devront se soumettre les vingt-six banques principales de l'Union. Il s'agit de prouver aux marchés qu'ils n'ont pas à douter de la solidité des banques, celles de la péninsule ibérique en particulier. Les Etats membres marquent ainsi leur convergence sur la nécessité d'un assainissement du secteur bancaire et de la transparence, « essentielle si nous voulons gagner la confiance des investisseurs, des citoyens et des entreprises », a précisé José Luis Rodriguez Zapatero, le Premier ministre espagnol.

Par ailleurs, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont prononcés en faveur d'une taxe sur les banques, afin de s'assurer qu'elles contribuent au coût de la crise (et qu'elles disposent de capitaux suffisants pour survivre à d'éventuelles crises futures), selon des modalités qui restent à préciser. Un fonds serait alimenté par les banques à la demande des Etats membres. C'est un nouvel outil que les dirigeants européens souhaitent imposer au G20 qui se tiendra fin juin 2010 à Toronto, même si les réticences sont fortes,



Le bâtiment Justus Lipsius, siège du Conseil européen

comme l'a montré une réunion des ministres des Finances du G20 les 4 et 5 juin derniers en Corée du Sud.

Fausse route

Les Européens ont également proposé une autre initiative en vue du sommet du G20 : la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, héritière de la fameuse « Taxe Tobin », mais dont la nature n'est pas définie. Si les pays libéraux y sont réticents – comme le Royaume-Uni qui craint de voir l'industrie de la finance se déplacer de la City vers des régions du monde qui ne taxeraient pas les transactions –, l'Allemagne et la France sont pour leur part prêts à envisager sa mise en place seuls si nécessaire. Une promesse qu'il faut maintenant tenir. Le PSE, par la voix de son président Poul Nyrup Rasmussen, se demande en effet si le Conseil, dominé par la droite, tiendra parole. Les socialistes européens se sont prononcés pour ce système de taxes sur les institutions financières afin de garantir qu'elles participent bien aux efforts de relance. Une taxe sur les flux financiers de l'ordre de 0,05 % pourrait permettre de générer jusqu'à 200 milliards d'euros par an en Europe, estime le PSE, et serait une mesure cruciale pour éviter l'austérité et rééquilibrer les budgets, tout en préservant la croissance et l'emploi.

A l'occasion de ce sommet essentiellement économique, les dirigeants européens ont également adopté le texte initialement appelé « Europe 2020 » et rebaptisé « Nouvelle stratégie euro-

Alors que l'Europe est empêtrée dans la crise monétaire grecque depuis de longues semaines et que se pose de manière criante la question de la gouvernance économique de la zone euro, les dirigeants européens réunis en Conseil le 17 juin dernier ont tenté de proposer des solutions. Insuffisantes et inadaptées, répondent les socialistes européens, qui présentent page 7 leurs solutions. Comme le souligne (ci-contre) Jacques-Pierre Gougeon, professeur des Universités, la difficile relation entre la France et l'Allemagne, qui à ses yeux, souffre d'un manque de vision historique commune, risque de peser sur l'avenir de l'Europe.



UNION EUROPÉENNE

► péenne pour les emplois et la croissance », catalogue de bonnes intentions dont l'ambition est de lancer un ensemble de réformes pour la compétitivité et l'emploi, en plaçant la recherche et le développement au cœur des initiatives économiques pour la décennie à venir (1). Une stratégie qui oublie dramatiquement les citoyens européens, selon le PSE, et qui manque cruellement d'instruments concrets et de moyens financiers.

Un Conseil européen qui a confirmé que les chefs d'Etat et de gouvernement faisaient fausse route. Selon les socialistes européens, le sommet aurait dû proposer des plans concrets pour une coordination économique qui repose enfin sur une solidarité européenne retrouvée : « *Au lieu de cela, nous nous retrouvons avec une politique punitive. L'Europe a besoin de trouver un équilibre entre le redressement budgétaire et des politiques encourageant la croissance et l'emploi* ». C'est l'axe fort d'un ensemble de propositions que les socialistes européens présentent pour sortir de la crise (2). Reste à savoir si elles seront reprises par la présidence belge, qui débute le 1er juillet prochain – ce qui, au vu des difficultés que traverse le pays actuellement (3), est loin d'être gagné.

Aline Grange

(1) Cf. *Lettre de la Fondation* n° 91.

(2) Cf. la déclaration conjointe PSE-groupe S&D au parlement européen page 7.

(3) Cf. l'article de Marc Osouf, page 3.



Un entretien avec Jacques-Pierre Gougeon

LA RELATION FRANCO-ALLEMANDE

Une absence de vision historique commune

Jacques-Pierre Gougeon est professeur des universités, directeur de recherche à l'IRIS, auteur notamment de *L'Allemagne du XXI^e siècle, une nouvelle nation ?* (Armand Colin, 2009). Il analyse ici l'évolution de la relation franco-allemande, bousculée par la crise économique mondiale et

l'affaire grecque qui ont mis en lumière les divergences de vision entre les deux pays.

Quelle analyse faites-vous du compromis du 14 juin dernier, à Berlin, entre la France et l'Allemagne ?

Il est clair que 90% des propositions du compromis auquel ont abouti Angela Merkel et Nicolas Sarkozy le 14 juin dernier sont d'origine allemande. Particulièrement sur deux points. Tout d'abord, le président français voulait la mise en place d'une stratégie au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro assortie d'un secrétariat des pays concernés. La chancelière n'en voulait pas. La proposition française est donc noyée dans l'ensemble plus vaste des Vingt-Sept. A peine l'Allemagne concède-t-elle que les Seize (bientôt Dix-Sept, avec l'entrée de l'Estonie) pourront se réunir « en cas de nécessité ». Ensuite, l'Allemagne a imposé la suspension des droits de vote aux pays « laxistes », disposition que les Français refusaient au départ. Elle figure cependant bel et bien dans le communiqué final.

Comment expliquer ces divergences de vue entre les deux pays ?

Par deux facteurs essentiels. Premier facteur : les relations personnelles entre les deux dirigeants sont mauvaises. Angela Merkel n'a pas apprécié qu'à peine arrivé à l'Elysée, le président français nouvellement élu se soit immiscé dans les négociations alors que l'Allemagne présidait l'Union européenne et qu'il ait voulu apparaître comme celui qui relançait le projet européen, alors que la chancelière s'y était attelée depuis 2005. Elle n'a pas non plus apprécié la façon dont a été conçue l'Union pour la méditerranée, dont l'Allemagne était exclue dans le projet originel et dont la France entendait être la puissance leader. Ce projet a été finalement réintégré dans le processus de Barcelone. Aux yeux de certains, il s'est même enlisé.

Deuxième facteur : les différences de politique économique. L'Allemagne a fait beaucoup d'efforts. Les réformes de Gerhard Schröder ont été dures mais elles ont porté leurs fruits en termes macro-économiques, en permettant notamment un rééquilibrage budgétaire. Le coût social en est cependant élevé. Il faut savoir qu'en 2008, le déficit budgétaire allemand était de 0% du PIB, alors que celui de la France s'élevait à 3,4%. Les Allemands estiment donc, particulièrement à travers la crise grecque, qu'ils n'ont pas à « payer » pour ceux qui ne se sont pas imposés les mêmes sacrifices qu'eux. En outre, l'Allemagne contribue pour 7 milliards d'euros au budget européen, la France pour 4 milliards d'euros seulement. Enfin, le taux de chômage allemand est de 7,7%, il est de 9,8% en France. Ce décalage entre les économies allemande et française crée un malaise entre les deux pays, notamment en France par rapport à la puissance économique de son voisin.

J'ajouterai à ces deux facteurs essentiels le fait qu'Angela Merkel appartient à la génération née après la guerre. La force de l'idée européenne qui unissait, par exemple, François Mitterrand et Helmut Kohl, est moins prégnante aujourd'hui. La chancelière a été élevée en Allemagne de l'est. Elle n'a de l'histoire de la construction européenne qu'une connaissance livresque. Elle est donc dépourvue de cet aspect émotionnel que peuvent ressentir pour l'Europe ceux dont la jeunesse a été façonnée par ce projet. Certes, Angela Merkel considère que l'Union européenne est importante mais elle estime aussi que les intérêts de son pays ne peuvent pas être totalement sacrifiés sur son autel. On retrouve désormais dans l'opinion allemande mais aussi chez nombre d'intellectuels cette réhabilitation du concept de puissance nationale.

Dans ces conditions, le gouvernement économique de l'UE que les Français appellent de leurs vœux a-t-il des chances de voir le jour ?

Difficilement mais ce n'est pas impossible. Je note qu'un premier pas est accompli avec la volonté de mettre en place un minimum de coordination budgétaire. Mais il faut être conscient que la relation franco-allemande pêche cruellement par l'absence de vision commune sur des grands sujets fondamentaux d'avenir comme la politique énergétique, les rapports avec la Russie et avec les Etats-Unis ou encore la question des frontières de l'Europe, avec notamment la question des Balkans. En d'autres termes, il n'y a plus de vision historique commune aux deux pays. On peut craindre, dès lors, que cette faiblesse de la relation franco-allemande n'ait comme conséquence la difficulté de l'Union à s'imposer face aux autres grandes puissances mondiales que sont les Etats-Unis et la Chine et même les pays émergents comme le Brésil ou l'Inde. Pour autant, il faut rappeler que cette relation, qui a connu des hauts et des bas tout au long de son histoire, n'est pas encore enterrée. Ainsi, lors du premier G20 qui s'est tenu à Londres en 2009, le président américain avait été surpris de la force de la cohésion de la position franco-allemande sur la question de la régulation financière mondiale. On peut espérer que les deux dirigeants sauront s'en souvenir pour préparer ensemble l'avenir de l'Union européenne.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

Sortie de crise : notre réponse progressiste

Nous publions ici de larges extraits de la déclaration conjointe du PSE et du groupe S&D au Parlement européen adoptée par la présidence du PSE le 10 juin 2010. Son président, Poul Nyrup Rasmussen, était à Paris le 15 juin dernier, où il a rencontré les membres des groupes socialistes à l'Assemblée nationale et au Sénat, ainsi que ceux du bureau du PS français.

La crise économique et financière a porté un coup terrible à l'Europe. Depuis maintenant près de trois ans, nous avons été témoins de ses conséquences sociales désastreuses. Elle laisse les peuples européens confrontés à un choix décisif : l'action commune ou la stagnation. Cette crise s'est révélée être un tournant en matière de coopération économique, démontrant que l'union monétaire ne pouvait pas fonctionner sans une union économique. Les socialistes et sociaux-démocrates européens se doivent de montrer le chemin praticable pour sortir de cette crise...

Quatre actions politiques immédiates

La droite, dominante en Europe, s'obstine à faire le mauvais choix. Ce choix repose sur une idéologie discréditée et un passé économique mythifié, qui vise à réduire massivement les budgets publics, détruire les emplois et démanteler l'Etat-providence. Ce choix repose sur ces mêmes marchés financiers exempts de toute régulation qui ont causé la crise économique et nous dictent désormais les termes de la survie économique des Etats membres souverains... La stratégie conservatrice consiste à accroître le fossé entre les riches et les pauvres au sein de nos sociétés, affectant plus durement les plus vulnérables. Les femmes, en particulier, qui constituent la majorité des employés et des utilisateurs du service public souffrent des coupes budgétaires qui affectent non seulement leur situation mais l'avenir des enfants.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates européens, défendons une nouvelle voie reposant sur une solide analyse des causes de cette crise. C'est un projet structurellement pertinent intégrant les leçons du passé... Face à la réponse politique non durable et inappropriée des conservateurs européens, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre une sortie de crise progressiste visant à atteindre les objectifs de relance économique, de croissance durable,

de création d'emplois de meilleure qualité, d'inclusion sociale, de soutenabilité à long terme des finances publiques et à sauvegarder la situation de l'Europe sur la scène internationale. Cette approche repose sur quatre actions politiques immédiates et constitue notre projet pour renforcer la gouvernance économique.

1) Nous devons protéger l'accès au financement des gouvernements de la spéculation à travers la mise en place d'un mécanisme européen pour la stabilité financière. Les Etats membres de l'UE, dont les finances publiques ont été sévèrement affectées par le sauvetage du secteur financier et de l'économie réelle ne peuvent s'engager sur la voie de la reprise économique en étant sous la menace constante d'un défaut de paiement. Un mécanisme européen destiné aux Etats membres de la zone euro combinant solidarité, coopération et responsabilité tel qu'approuvé par les Premiers ministres et leaders du PSE le 25 mars 2010, constitue une partie de la réponse censée permettre aux gouvernements de conduire les politiques de relance économiques requises... Ils doivent faire preuve d'unité afin de promouvoir l'emploi et la croissance.

2) Afin de consolider les finances publiques tout en sauvegardant notre modèle social, nous devons avoir recours à de nouveaux instruments fiscaux et non fiscaux destinés à collecter des revenus justes et durables. En premier lieu, la taxe sur les transactions financières s'avère indispensable. Il s'agit d'assurer un juste partage du coût de la crise, de restreindre les mouvements spéculatifs et de garantir une contribution du secteur financier en faveur d'une sortie de crise...

3) Nous devons placer la relance de l'économie et du marché de l'emploi tout comme le progrès social au cœur des objectifs des politiques publiques. Les dépenses publiques doivent être réorientées à cette fin et porter une attention particulière à l'économie verte. Les réductions budgétaires doivent être ciblées avec précision et limitées et les coupes dans les dépenses sociales être évitées autant que possible. Le



Poul Nyrup Rasmussen

pacte de stabilité et de croissance doit être appliquée de manière équilibrée afin d'atténuer la tension exercée sur les budgets nationaux... **Un pacte européen pour le progrès social** doit être adopté afin de limiter les conséquences sociales de la crise et d'offrir à tous les citoyens l'opportunité de participer activement au marché du travail...

4) Les politiques budgétaires doivent être rendues plus efficaces en renforçant la coordination européenne, notamment au sein de la zone euro. La coordination des politiques budgétaires en Europe doit déboucher sur un instrument favorable à la croissance et la création d'emplois, par l'optimisation des externalités économiques. Il faut en finir avec les considérations biaisées selon lesquelles la coordination économique implique des coupes budgétaires. La coopération économique doit également être renforcée à l'échelon international et être opposée aux tentatives de retour au nationalisme économique prôné par les conservateurs.

Ces actions doivent être prises aujourd'hui afin de garantir notre capacité à atteindre demain nos objectifs de long terme : évoluer vers une société à faible intensité carbone et basée sur le savoir et l'innovation, au sein d'une société inclusive dotée de systèmes sociaux renforcés. Les socialistes et sociaux-démocrates européens se sont engagés à sortir renforcés de cette crise et à prendre les actions ambitieuses requises. Face à la prise de position destructrice des forces conservatrices, le PSE s'engage à rester uni en faveur d'une stratégie progressiste pour un futur européen prospère, solidaire et durable.

Italie

Les gauches européennes et d'Amérique latine

La FJJ, représentée par Gérard Fuchs, a participé à une rencontre « Union européenne-Amérique latine » qui s'est tenue à Rome, les 24 et 25 juin 2010 à laquelle étaient présents notamment José Miguel Insulza, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, ainsi que Massimo D'Alema et Guiliano Amato. A l'initiative de la fondation européenne pour les études progressistes (FEPS, proche du PSE) et de la fondation italienne Italianeuropéi, elle a réuni l'ensemble des partenaires du réseau de fondations progressistes en Amérique latine, ainsi que la fondation espagnole IDEAS, pour réfléchir à des problématiques d'intérêt commun aux gauches européenne et latino-américaine, comme l'avenir des relations entre les deux continents au-delà de la crise économique et leur rôle dans la gouvernance mondiale.

Russie

Avec la crise, comment concilier protection sociale et droits civiques ?

Les 28 et 29 juin 2010, la fondation Jean Jaurès et la fondation « Alternatives » ont organisé à Moscou un colloque dans le cadre de la coopération depuis plusieurs années avec cette ONG, membre influent du Forum Social Russe. Il est en effet très important pour les intellectuels de gauche d'affirmer, dans cette période difficile pour l'économie russe, l'absolue nécessité de défendre tous les droits en même temps : les droits sociaux pour lutter contre la crise sociale et les inégalités criantes entre les régions mais aussi les droits démocratiques qui ne doivent pas être sacrifiés au moment où le populisme et le nationalisme, accompagnés de xénophobie, gagnent le pays.

Etats-Unis

Des contacts avec des organisations américaines

La FJJ s'est associée à la Brookings Institution pour mettre sur pied un séminaire de réflexion sur le thème « Economie mondialisée : quels compromis opérer entre gestion de la dette, croissance et emploi ? », à Washington, aux Etats-Unis, le 22 juin

Brésil

Perspectives pour le prochain mandat présidentiel

En vue des élections présidentielles d'octobre 2010, la FJJ et son partenaire au Brésil, la fondation Perseu Abramo, proche du Parti des travailleurs, ont co-organisé un colloque intitulé

« Brésil 2003-2010 : transformations, perspectives et défis pour le prochain mandat » qui s'est tenu à São Paulo, les 7 et 8 juin 2010. Le colloque s'est articulé autour de quatre thèmes (Nouveau modèle de développement national et développement durable ; Etat, politiques sociales et réduction des inégalités ; justice, droits et démocratie ; le projet national et la politique extérieure brésilienne) dans lesquelles sont intervenues plusieurs personnalités brésiliennes (parlementaires, syndicalistes, universitaires) et notamment Elói Pietá, président de la Fundação Perseu Abramo, José Eduardo Dutra, président du Parti des Travailleurs, Wagner Rossi, ministre de l'Agriculture, Patrus Ananias, ancien ministre du Développement social, ou Marco Aurélio Garcia, conseiller spécial du président Lula. La FJJ était représentée par Susana Delbó, sa correspondante en Amérique latine, et Gérard Fuchs, responsable de la coopération internationale.



2010. Pierre Moscovici, député et ancien ministre des Affaires européennes, et Laurent Bouvet, politologue et directeur de l'Observatoire de la social-démocratie de la FJJ, ont pu ainsi dialoguer avec des personnalités comme l'ancien administrateur du PNUD Kemal Dervis, vice-président de la Brookings. Des contacts ont été pris avec d'autres organisations américaines (Center for American Progress, Economic Policy Institute, National Democratic Institute).

Serbie

Cinquième semaine des mouvements de jeunesse de gauche

Depuis cinq ans, la FJJ soutient l'organisation de la semaine d'été initiée par des mouvements de jeunesse de partis serbes et y intervient. Cette manifestation a pris de l'ampleur. Elle s'est d'abord ouverte à des représentants d'ONG, d'associations et de syndicats puis à des mouvements politiques de gauche de l'ensemble des Balkans. Elle se tiendra du 1^{er} au 8 juillet prochains à Bogovojda. Y interviennent, depuis ces der-

nières années, des universitaires, des experts du secteur public, des responsables syndicaux et des élus. C'est désormais un rendez vous qui est reconnu et qui prend des formes diverses : colloques, tables rondes, formations, rencontres entre délégations étrangères.

République centrafricaine

Formation des cadres

A la veille d'élections législatives et présidentielle prévues à l'automne prochain où les risques de fraude et de manipulations sont à craindre, la FJJ et son partenaire, le MLPC, présidé par Martin Ziguélé, ancien Premier ministre, ont organisé à Bangui, les 17 et 18 juin 2010, un séminaire de formation des cadres du MLPC en vue des différents scrutins. De même, la FJJ a poursuivi son aide au financement du journal du MLPC, *Kongo Wara*, ce support constituant un outil décisif dans l'organisation de campagnes électorales en Afrique et dont la publication est effective et efficace dans sa diffusion.

Argentine

La gauche dans la mondialisation



Dans le cadre d'une réflexion menée depuis plusieurs années déjà avec un réseau de fondations latino-américaines partenaires, la FJJ s'est associée à l'organisation d'une rencontre sur le thème « Mondialisation et crise dans la région Cône Sud : débats et défis pour la gauche », le 10 juin 2010 à Buenos-Aires, en Argentine. Cette rencontre a eu pour objectif d'identifier des dénominateurs communs aux partis de gauche de toute la région pour pouvoir affronter les défis de la mondialisation d'aujourd'hui. Plusieurs personnalités étaient présentes, notamment le vice-président bolivien, des anciens ministres de l'Economie de l'Argentine et de l'Equateur et des parlementaires de toute la région. La FJJ est représentée par Susana Delbó, sa correspondante en Amérique latine.

Afrique du Sud

Après la crise financière : un projet progressiste pour l'Afrique

La FJJ a participé, au Cap, les 11 et 12 mai 2010, à un séminaire co-organisé par la FEPS (Fondation européenne d'Etudes progressistes) et Africa Forum, avec le soutien de plusieurs autres fondations dont la FJJ. Cette rencontre visait, dans le contexte de la crise financière internationale et de ses conséquences, particulièrement en Afrique, à apporter sa contribution à la redéfinition de nouveaux paradigmes progressistes de développement économique et social. Une déclaration politique commune en a résulté, donnant un caractère peut-être fondateur à la rencontre. Elle souligne la conviction commune des participants qu'une autre mondialisation est possible et que son émergence ne résultera que de l'engagement coordonné des forces progressistes, associatives, syndicales et politiques, dont le réseau commence de se constituer à travers le monde.

Rencontre FJJ/Bahreïn

La FJJ a reçu mardi 15 juin 2010, dans le cadre d'une rencontre/débat avec des responsables politiques et des chercheurs et universitaires français, deux parlementaires du Bahreïn, Dr Fawzeya Al Saleh, représentante à la Shura Council, Chambre haute du Parlement dont les membres sont nommés, et Hassan Al Dossari, élu à la Chambre basse. A la suite des réformes institutionnelles initiées depuis dix ans par le roi Hamad, réformes qui ont fait évoluer la société bahreïnienne, les deux interventions ont permis de présenter la situation intérieure du royaume et sa place dans le contexte régional et international. Mme Al Saleh a ainsi souligné les avancées importantes réalisées en faveur des femmes et des relations entre communautés. Les échanges qui ont suivi ces interventions auront contribué à mieux cerner la réalité économique, politique et sociale de cette monarchie du Golfe persique.

La Cité des livres

Poursuivant le cycle de rencontres publiques autour d'un ouvrage et de son auteur initié cette année, la Fondation et le site nonfiction.fr ont reçu plusieurs auteurs : Pierre Joxe, le 26 avril 2010, pour son livre *Cas de conscience* (Labor et Fides, février 2010), Thomas Legrand, le 10 mai 2010, pour *Ce n'est rien qu'un président qui nous fait perdre du temps* (Stock, janvier 2010), Elie Cohen, le 3 juin 2010, pour *Penser la crise. Défaillances de la théorie, du marché, de la régulation* (Fayard, avril 2010), Martin Hirsch, le 21 juin 2010, pour *Secrets de fabrication. Chroniques d'une politique expérimentale* (Grasset, juin 2010), et Régis Debray, le 28 juin 2010, pour *A un ami israélien. Avec une réponse d'Elie Barnavi* (Flammarion, janvier 2010). Ce cycle de rencontres publiques reprendra en septembre prochain.

Martin Hirsch, le 21 juin 2010, au siège de la FJJ



Les réunions du Conseil d'orientation scientifique

La FJJ a réuni son Conseil d'orientation scientifique, présidé par Daniel Cohen, à plusieurs reprises au cours de ce trimestre. Le 6 avril 2010, le débat s'est tenu sur le thème de « La société du malaise. Pour une politique de l'autonomie », avec le sociologue Alain Ehrenberg et Vincent Peillon, député socialiste européen. Plusieurs personnalités y ont participé, qu'elles soient issues du monde politique (comme Jean-Marie Le Guen, député de Paris) ou universitaire (notamment les sociologues Robert Castel, Louis Chauvel, les économistes Yann Algan, Brigitte Dormont). La rencontre du 9 juin 2010 était consacrée à la politique industrielle française et des défis auxquels elle est confrontée, à partir des interventions de Michel Sapin, député, secrétaire national du PS à l'économie, Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec, et Guillaume Bachelay, secrétaire national du PS à l'industrie et aux NTIC. Elle a réuni de nombreux responsables politiques et experts.

Les moyens dont dispose la puissance publique, les spécificités du tissu industriel français et allemand et le rôle de l'Union européenne ont été quelques-uns des aspects abordés.





Débats, échanges et enquête internationale

La fondation a participé aux Etats généraux du renouveau qui se sont tenus à Grenoble du 18 au 20 juin 2010.

Lancés à l'initiative des journaux *Libération* et *Le Nouvel Observateur*, ces Etats généraux proposaient trois jours de débats, d'expressions et d'échanges avec les nombreuses associations, cercles de pensée, ONG et centres de recherches parties prenantes. La FJJ y a organisé, seule ou en partenariat, quinze ateliers sur les thèmes les plus divers (« Plus de commerce international pour plus de justice sociale ? », avec Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, « La France dans le monde : la fin des faux semblants ? », avec l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, ou encore « La France de l'après-crise », avec François Hollande).

Par ailleurs, ces Etats généraux ont été l'occasion de présenter les résultats d'une enquête internationale sur la perception des inégalités dans douze pays, menée par l'IFOP et à laquelle sont associés la fondation Jean-Jaurès, la fondation européenne pour les études progressistes (FEPS), la Brookings Institution et l'Italianeuropéi. Cette enquête, ainsi que la liste complète des ateliers organisés à Grenoble par la FJJ, est disponible sur son site Internet.

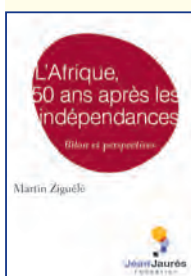
Publications



La guerre des gauches n'aura pas lieu

François Miquet-Marty

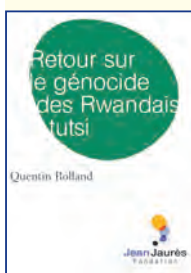
La division de la gauche a été tenue pour responsable des trois défaites successives à l'élection présidentielle. Elle s'incarnerait dans des enjeux de leaderships, de partis ou de projets, mais également dans la diversité idéologique des « peuples de gauche » et dans la difficulté de leur rapprochement. A partir d'enquêtes approfondies, François Miquet-Marty développe la thèse selon laquelle la France de gauche seraient de plus en plus conciliables. A ses yeux, l'union de la gauche en vue de 2012 est possible – la guerre idéologique des gauches n'aura pas lieu.



L'Afrique, 50 ans après les indépendances Bilan et perspectives

Martin Ziguélé

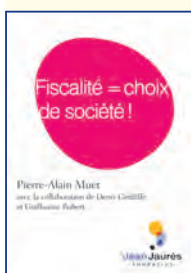
Cinquante ans après leur accession à l'indépendance, quelles que soient les pistes empruntées, les Etats ex-colonies françaises demeurent parmi les pays les plus pauvres du monde. Dans cet essai, Martin Ziguélé brosse un portrait historique des différentes politiques publiques économiques menées depuis 1960, mais il donne aussi sa vision de l'avenir de l'Afrique pour les cinquante prochaines années. Il rappelle la nécessité impérieuse aujourd'hui d'une réponse qui soit à la hauteur des espoirs jusqu'ici déçus des populations africaines.



Retour sur le génocide des Rwandais tutsi

Quentin Rolland

Le génocide des Rwandais tutsi, dont les racines plongent dans l'histoire coloniale du Rwanda, constitua le projet politique d'une minorité extrémiste déterminée à se maintenir au pouvoir. Dans cet essai, Quentin Rolland, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs, en démonte implacablement les rouages. Il plaide ainsi, sans tomber dans la condamnation extrême de ce que fut alors le rôle de l'Etat français, pour une reconnaissance sans complaisance des responsabilités réelles de la France.



Fiscalité = choix de société (deux tomes)

Pierre-Alain Muet

L'explosion de la dette, le creusement des déficits, la montée des inégalités sont autant de manifestations de l'échec persistant des politiques économiques menées par la droite au pouvoir durant la dernière décennie, qui mettent en péril un système construit sur les principes de justice et de solidarité. Pierre-Alain Muet rend à ces principes la place centrale qui leur revient. Il propose une réforme fiscale d'ensemble articulée autour d'un impôt citoyen sur le revenu plus progressif, plus simple et plus juste, et des outils fiscaux au service d'une croissance durable, permettant d'aborder

de concert les enjeux écologiques, économiques et sociaux.



Retraite et vieillissement. Vers un nouveau contrat social

Jean-Marie Le Guen

L'allongement de la durée de la vie est une chance historique et un défi majeur qui interroge toutes les facettes de notre contrat social. Obnubilé par son calendrier politique, Nicolas Sarkozy veut se donner une posture réformatrice avec une réforme précipitée, partielle et injuste. Il compte sur une gauche tétanisée. Jean-Marie Le Guen appelle la gauche à être à l'offensive pour exiger un compromis social et obtenir des contreparties à l'allongement de la durée de cotisation : une vraie politique d'emploi des seniors et de santé au travail, une prise en compte collective et individuelle de la pénibilité et une prise en charge collective de la perte d'autonomie.

Séminaire franco-allemand**La réforme des retraites en Allemagne : quelles leçons tirer pour le débat français ?**

Organisé conjointement par la fondation Jean-Jaurès et la fondation Friedrich Ebert, un séminaire, qui s'est tenu sur invitation le 8 juin 2010 dans les locaux de la Cité Malesherbes, a apporté un éclairage au débat français sur la réforme des retraites à partir des expériences issues de la réforme allemande votée sous la Grande Coalition. Citée en exemple par le gouvernement français, elle ne fait pas l'unanimité en Allemagne, notamment sur la prise en compte de la pénibilité du travail.

Les propositions du SPD et du PS

Cette rencontre, ouverte par le vice-président de la FJJ Henri Nallet, a permis d'éclairer le débat du point de vue des syndicats, avec Ingo Nürnberger, conseiller politique pour les questions de sécurité vieillesse et de réintégration à la direction fédérale du DGB, et Pierre-Yves Chanu, représentant de la CGT au Conseil d'orientation des retraites et co-auteur de *Le petit livre des retraites (à l'usage de ceux qui veulent les défendre)* (Ed. de l'Atelier, avril 2010). Les propositions de leur parti respectif ont ensuite été défendues par Anton Schaaf, député du Bundestag, porte-parole du groupe parlementaire SPD sur les questions de retraite, et par Marisol Touraine, députée, secrétaire nationale du Parti socialiste à la santé et à la sécurité sociale.

De nombreuses personnalités ont participé à la discussion : à la fois des parlementaires (Christiane Demontès, Michel Destot, Henri Weber), des universitaires (les économistes Gérard Cornilleau, de l'OFCE, et Julia Cagé, le sociologue Nicolas Duvoux), des responsables syndicaux (Patrick Poizat, secrétaire confédéral de la CFTC en charge des retraites) et des experts (Monika Queisser, chef de la division des politiques sociales à l'OCDE, Pierre-Louis Bras, inspecteur général des affaires sociales, Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*).

UN GRAND COLLOQUE

« L'Union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche, 1963-1978 »

Le colloque « L'Union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche, 1963-1978 » organisé par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, la fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), avec le soutien de la fondation Gabriel Péri s'est déroulé les 19 et 20 derniers au Ciné 104 à Pantin.

Henri Nallet, vice-président de la FJJ et Fabienne Pourre, membre du conseil d'administration de la fondation Gabriel Péri ont ouvert les débats. Les communications scientifiques et les tables rondes réunissant des grands témoins de l'union de la gauche ont rythmé les débats de ces deux journées sur les relations tumultueuses entre socialistes, communistes et radicaux de gauche, du début des années soixante jusqu'à la rupture du Programme commun en septembre 1977.

Le témoignage de Pierre Mauroy

Les interventions, dirigées par Alain Bergounioux directeur de la *Revue socialiste*, Gérard



Grünberg, professeur à Sciences Po et directeur de recherche au Centre d'études européennes, Christian Oppetit, conservateur général et responsable de la section du XX^e siècle aux Archives nationales, Frank Georgi, maître de conférences à l'université Paris 1, Danielle Tartakowsky, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 8, et les journalistes Michèle Cotta et Philippe Alexandre, ont abordé les thèmes suivants, « Le changement démocratique : mutations politiques et logiques humaines », « Le Programme commun de gouvernement : le texte », « Regards sur le Programme commun » et le « Le Programme commun sur le terrain ».

D'anciens dirigeants du parti socialiste, du parti communiste et des Radicaux de gauche, mais aussi de la CGT, de FO, de la CFDT et de la FEN, sont venus témoigner sur cette période et sur leur engagement dans ce processus d'alliance programmatique, à une époque où la gauche non communiste se recomposait et restructurait ses forces, tandis que le PCF entamait son déclin électoral : parmi eux, Roger-Gérard Schwartzenberg, Jules Borker, René Piquet, Pierre Juquin, Charles Fiterman, Jean-Pierre Chevènement, Lionel Jospin, Jacques Moreau (CFDT), Louis Astre (FEN), et Jean-Louis Moynet (CGT). Pierre Mauroy a apporté un long témoignage sur ces années qu'il a vécues aux côtés de François Mitterrand à la direction du parti socialiste.

De nombreux échanges entre les intervenants et le public, qui rassemblait militants socialistes et communistes, syndicalistes, historiens et chercheurs en science politique, ont donné l'occasion de revenir sur la rivalité électorale du PS et du PCF dans les années soixante-dix, et sur les divergences de fond entre les organisations signataires du Programme commun, sur les réels enjeux économiques de ce texte, et la nationalisation des grands groupes industriels et de leurs filiales lorsque la gauche gagna les élections en 1981, sur la situation de la gauche en Europe à cette époque, notamment en Italie et en Espagne, et la question de l'eurocommunisme ; ou sur les débats internes au parti communiste, devant la stratégie suivie par Georges Marchais face à la progression du parti socialiste dans l'électorat, et la perspective des législatives de 1978, puis la présidentielle de 1981.

Les contributions et les différents témoignages seront disponibles prochainement dans une publication à paraître en 2011, dirigée par la fondation Jean-Jaurès et la fondation Gabriel Péri.



UN LIVRE

**Les socialistes dans l'Europe en guerre.
Réseaux, parcours, expériences,
1914-1918***

sous la direction de Romain Ducoulombier

La Grande Guerre est une rupture majeure dans l'histoire du socialisme français. Longtemps considérée comme secondaire, souvent mal connue, la participation socialiste au pouvoir pendant l'Union sacrée retrouve son originalité et sa complexité grâce aux actes de cette journée d'études tenue à l'université de Metz en mai 2009. Pour la première fois, une histoire comparée des socialistes belges, russes ou britanniques éclaire d'une manière nouvelle l'expérience socialiste française irréductible aux frontières de l'Hexagone.

Reconquête progressive de la parole socialiste

À partir d'archives nouvelles, les auteurs rassemblés dans ce volume explorent les arcanes de l'action politique des grands ministres socialistes de l'époque, Marcel Sembat, Jules Guesde et surtout Albert Thomas. Dans la France de 1914-1918, le mouvement ouvrier est une force, et c'est sur cette force que la SFIO s'est appuyée pour peser sur la conduite de la guerre. Ministres, parlementaires, élus locaux : l'insertion des socialistes dans l'Union sacrée est scrutée en détail. Les conditions dans lesquelles la France doit combattre l'invasion allemande ont suspendu les formes du jeu politique traditionnel : mais cela ne signifie pas pour autant que la politique ait disparu. Le Parlement, d'abord muselé, reprend ses droits ; et les soldats, eux aussi, « font de la politique ». Au travers de parcours individuels ou collectifs, ces actes nous permettent d'assister à la reconquête progressive d'une parole critique par les socialistes après le ralliement à la défense nationale en 1914.



**En vente à la
Fondation
Jean-Jaurès, 20 euros.**

*Les auteurs : Michaël Amara, Yves Billard, Gilles Candar, Aude Chamouard, Pierre Chancerel, François Cochet, Romain Ducoulombier, Olivia Gomolinski, Emmanuel Jousse, Florent Lazarovici, Jean-Yves Le Naour, André Loez, Nicolas Roussellier.

Il y a soixante-dix ans

Le 17 juin 1940, Philippe Pétain, alors président du Conseil, déclare : « *Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur* ». Et il annonce : « *C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat* ».

Moins d'un mois après cet armistice, les parlementaires réunis à Vichy délèguent à celui qui est chef du gouvernement depuis le 16 juin les pleins pouvoirs pour préparer une nouvelle constitution qui assassinerait la III^e République née en 1875. La loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 ne contient qu'un article unique qui stipule notamment : « *L'Assemblée nationale donne tout pouvoir au gouvernement de la république, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'Etat français. Cette constitution devra garantir les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie* ». Sur 649 votants (414 députés et 235 sénateurs), 569 votent pour. Seuls 80 voteront contre (dont 36 parlementaires SFIO) et 20 s'abstiendront. Rappelons que c'est l'assemblée de 1936 qui avait donné une majorité au gouvernement du Front Populaire qui conférerait les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Un hommage aux 80 qui dirent non

Léon Blum fait partie de ceux qui s'opposèrent. Dans ses *Mémoires*, il évoquera en ces termes l'atmosphère de Vichy en juillet 1940 : « *J'ai vu là, pendant deux jours (les 9 et 10 juillet), des hommes s'altérer, se corrompre comme à vue d'œil, comme si on les avait plongés dans un bain toxique. Ce qui agissait, c'était la peur : peur des bandes de Doriot dans la rue, peur des soldats de Weygand à Clermont-Ferrand, peur des Allemands qui étaient à Moulins... Ce dont il n'y a pas (non plus) dans l'histoire, c'est un pays modifiant sa constitution en présence de l'ennemi, pendant qu'il était occupé par l'ennemi, et sinon sous la pression directe de l'ennemi, du moins pour s'aligner avec les institutions de l'ennemi* ».

Soixante-dix ans après, il faut se souvenir et rendre hommage à ses 80 qui furent en fait les premiers à dire non, les premiers à résister et qui marqueront pour les cinq terribles années qui vont suivre le signal du départ de la Résistance. Trois mois plus tard, à Montoire, le chef de l'Etat français, Philippe Pétain, rencontrera Hitler.

Victor Hugo a écrit : « *Les souvenirs sont nos forces, quand la nuit essaie de revenir, il faut allumer les grandes dates comme on allume des flambeaux* ». Les flambeaux sont le poids de notre histoire mais aussi la force et la vivacité de la jeunesse.

Jean-Michel Rosenfeld